

La révolution numérique mobilise (enfin) le Parlement

■ Huit députés fédéraux plangent, depuis quatre mois, sur les enjeux du numérique. Etat des lieux intermédiaire.

Il aura donc fallu attendre 2018 pour que des parlementaires belges se réunissent pour se pencher sur les enjeux (économiques, sociaux, juridiques, éthiques...) soulevés par la révolution numérique... A titre de comparaison, de telles discussions parlementaires ont eu lieu dès 2015 aux Pays-Bas. Même chose au Bundestag allemand. Et, voici juste un mois, c'est Cédric Villani, mathématicien réputé et député de la majorité, qui remettait, au président Macron, un rapport sur l'intelligence artificielle (IA), l'une des manifestations les plus spectaculaires de la révolution numérique.

En Belgique, si ce n'était l'initiative "Digital Belgium" prise en début de législature par le ministre libéral Alexander De Croo et l'adoption de stratégies numériques au sein des exécutifs régionaux, il faut bien admettre que la "quatrième révolution industrielle" et les technologies sur lesquelles elle s'appuie (l'IA, mais aussi la "blockchain" ou les "cobots", du nom de la nouvelle génération de robots collaboratifs) ne semblent pas fort préoccuper nos élus. "Ce que j'aimerais bien, nous confiait à l'automne le Belge Grégory Renard, expert en IA et patron exilé dans la Silicon Valley, c'est convaincre la Belgique d'embrasser le plus rapidement possible tout ce qui touche aux algorithmes cognitifs (IA, machine learning...) et de mettre les enjeux qui y sont liés au cœur de leur stratégie."

Il s'est tout de même trouvé un autre Belge, ex-ca-

dre d'entreprise reconverti en politique, pour se saisir du dossier. "Il est temps de prendre ce débat sur le numérique à bras-le-corps !", lançait Gilles Vanden Burre, député bruxellois (Ecolo), dans nos colonnes en juillet 2017. Auteur d'une proposition de résolution avec Evita Willaert (Groen), il réussira à convaincre sept autres partis de la Chambre de créer un groupe de travail "Agenda numérique".

Les auditions s'enchaînent

"Nous avons commencé nos travaux en janvier", explique M. Vanden Burre, président du groupe de travail. On se réunit toutes les deux semaines et, jusqu'à présent, il y a une volonté unanime d'avancer. L'objectif est de pouvoir déposer un rapport et des recommandations d'ici la fin de l'année. Nous soumettrons alors une nouvelle résolution en séance plénière, avec l'espoir que le gouvernement l'intégrera dans son propre Agenda numérique."

Depuis janvier, les huit députés ont enchaîné les auditions d'experts, dont Hugues Bersini (professeur et directeur du laboratoire d'intelligence artificielle de l'ULB), Bram Vanderborght ("Monsieur Robotisation" en Flandre) et Hettel Varik (Estonienne, experte du numérique). Une deuxième vague d'auditions débutera le 8 mai autour de quatre thématiques bien spécifiques: emploi et développement économique, gouvernance et éthique, transport et mobilité, impact environnemental. Parmi les personnalités attendues,

on citera Laurent Alexandre (auteur de "La guerre des intelligences"), Pierre Rion (président du Conseil du numérique wallon), Peter Hinssen (entrepreneur), Thierry Geerts (Google Belgique), Antoinette Rouvroy (juriste et philosophe du droit aux Facultés de Namur) ou encore Guillaume Pitron (auteur de "La Guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique et numérique").

Visites de terrain

Les huit députés ont aussi entamé des visites de terrain. Lundi dernier, ils étaient à l'usine d'Audi-Forest pour découvrir la chaîne de montage du futur modèle électrique "e-tron". "Ils sont convaincus que la robotisation, déjà très avancée chez Audi, ne diminuera pas l'emploi (près de 3000 personnes travaillent chez Audi-Forest, Ndlr). Mais à une condition : former le personnel, présent et futur. Ils font de la formation en interne. Mais ils attendent aussi que les pouvoirs publics en fassent plus en matière de formation professionnelle." Prochainement, une autre visite de terrain aura lieu dans une école de soins infirmiers où il est fait appel à un robot humanoïde interactif...

A ce stade, Gilles Vanden Burre se garde de tout avis. "Le débat est aujourd'hui lancé et tous les partis ont pris conscience qu'on ne pouvait pas rester les bras croisés", se limite-t-il à dire. Allez, on progresse...

Pierre-François Lovens